

ASSEZ!

NOTRE SANTE. NOS DROITS. MAINTENANT.

Priorités de campagne

Réunion de haut niveau des Nations Unies de 2018 sur les MNT

Ce document d'information a pour but d'informer la société civile et les partenaires de l'occasion précieuse que représente la Réunion de haut niveau des Nations Unies (RHN-ONU) de 2018 sur les MNT pour mobiliser les dirigeants politiques ainsi que de nouvelles ressources et mesures destinées à améliorer la vie des personnes touchées par ces maladies dans le monde entier, et pour guider le plaidoyer au niveau mondial, régional et national pour des engagements forts lors de la RHN-ONU.

L'opportunité

L'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), principal organe décisionnel de l'ONU qui représente l'ensemble des 193 États membres, convoque des Réunions de haut niveau des Nations Unies (RHN-ONU) autour de questions spécifiques nécessitant un dialogue mondial au plus haut niveau politique et appelant à une coopération internationale et une action urgente. Dans l'histoire des Nations Unies les MNT sont, avec le VIH/sida, le virus Ebola, la RAM et la tuberculose, l'un des cinq problèmes de santé mondiaux à avoir fait l'objet de RHN-ONU spéciales. C'est bien là le signe d'une reconnaissance de l'ampleur de l'enjeu et de la menace que constituent les MNT dans le monde.

La RHN-ONU de 2018 sera la troisième réunion de ce type pour les MNT. La première a eu lieu en 2011, lorsque les États membres ont adopté à l'unanimité la Déclaration politique des Nations Unies sur les MNT, qui contient 22 engagements orientés vers l'action autour de la réponse aux MNT et une série de missions de suivi. Le deuxième RHN-ONU sur les MNT a eu lieu en juillet 2014, réunion au cours de laquelle les gouvernements ont adopté un Document final qui comprenait quatre engagements de politique nationale assortis d'échéances pour 2015 et 2016 destinés à galvaniser l'action et à mesurer les progrès accomplis au niveau national.

Sept ans après le Sommet des Nations Unies de 2011 sur les MNT, la troisième RHN-ONU sur les MNT est l'occasion de procéder à un examen critique des progrès réalisés. Le contexte des Objectifs de développement durable (ODD) renforce encore davantage le mandat en faveur d'une action politique à haut niveau pour la mise en œuvre d'interventions et de solutions rentables en matière de prévention et de maîtrise des MNT, tout en garantissant une reddition des comptes solide en matière d'engagements, de ressources et de résultats. La RHN-ONU réunira des chefs d'État et de gouvernement, des représentants de la société civile, des personnes vivant avec une MNT, des acteurs privés et des universitaires, et débouchera sur un Document final destiné à guider la prochaine étape de la réponse politique aux MNT.

Le contexte

Le contexte dans lequel va se dérouler la RHN-ONU 2018 est important et nettement différent des deux précédentes RHN-ONU sur les MNT. Voici certains des principaux facteurs contextuels :

Les MNT sont désormais reconnues comme une priorité mondiale de santé et de développement et ont déjà fait l'objet d'engagements politiques et de cibles. Citons entre autres les cibles MNT incluses dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies, le Plan d'action mondial 2013-2020 de l'OMS sur les MNT, les cibles et indicateurs mondiaux 2025 de l'OMS sur les MNT et les engagements nationaux 2014 assortis d'échéances.

Le passage **des OMD aux ODD** constitue une opportunité pour la réponse aux MNT, car le nouvel agenda repose sur une approche « intégrée et indivisible » des objectifs et des cibles, qui nécessite que tous les secteurs travaillent ensemble, ce qui est un critère essentiel à la réussite de la réponse aux MNT. En outre, la promotion de **la couverture sanitaire universelle** (CSU) au rang de priorité mondiale et le passage à une approche plus intégrée de la santé et du renforcement des systèmes de santé sont autant d'opportunités d'agir en synergie.

Il existe un **consensus généralisé autour d'un paquet minimum de solutions et d'interventions rentables** en matière de MNT et présentant un fort retour sur investissement (également connu sous le nom de « Best Buys » ou « meilleurs choix »). Ce paquet recouvre aussi bien des approches axées sur la population pour des solutions de prévention et de systèmes de santé permettant d'améliorer le traitement et la prise en charge des MNT, qu'un ensemble élargi de politiques efficaces portant sur tous les facteurs de risque des MNT.

Il y a une reconnaissance croissante de la nécessité d'aborder **les déterminants commerciaux de la santé**, qui comprennent d'une part, en amont, des facteurs systémiques liés à un manque de cohérence politique dans les échanges et les investissements ayant une incidence sur la santé, et d'autre part des efforts coordonnés et bien financés de la part des fabricants de produits nocifs pour la santé pour faire pression et saper les politiques de prévention et les mesures fiscales en faveur des populations.

En dépit des engagements mondiaux, les tendances actuelles indiquent que les objectifs mondiaux en matière de MNT ne seront en grande partie pas atteints – **les progrès ont dans l'ensemble été insuffisants et inégaux** – et de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire ont du mal à passer de l'engagement à l'action. La baisse mondiale de 17 % de la mortalité prématurée à laquelle nous avons assisté au cours des 15 dernières années est principalement due aux progrès réalisés dans certains PRE et s'avère insuffisante pour atteindre l'objectif de 33 % fixé dans les ODD à l'horizon 2030. Moins de la moitié de l'ensemble des pays a fixé des cibles et plans nationaux en matière de MNT (pierres angulaires d'une réponse nationale) ou mis en place des « meilleurs choix » majeurs comme la taxation efficace des produits du tabac.

Le **climat politique et économique** dans lequel se déroule la RHN-ONU est délicat. La crise humanitaire mondiale, le déclin de l'aide publique au développement pour la santé, la stagnation économique à laquelle sont confrontés de nombreux pays, la montée du nationalisme, les accords et les politiques commerciales et d'investissement, la capacité des multinationales à saper la santé publique et l'espace de plus en plus réduit laissé à la société civile dans le monde, sont autant d'éléments qui fragilisent l'adoption d'un Document final de la RHN permettant de mobiliser les moyens politiques et financiers nécessaires pour atteindre les cibles mondiales en matière de MNT.

Le **cadre mondial actuel de responsabilisation en matière de MNT** est insuffisant pour suivre et galvaniser l'action et les ressources. De nombreux engagements ont été pris par les gouvernements, mais ils n'ont pas été respectés et sont passés inaperçus auprès de la communauté internationale.

Nos objectifs

Afin de tirer le meilleur parti de la RHN-ONU 2018, l'Alliance sur les MNT va piloter une campagne mondiale autour des objectifs suivants :

- 1** Sensibiliser sur l'ampleur, l'impact et l'urgence des MNT en tant que problème de justice sociale et d'équité et sur les investissements en MNT comme une occasion unique de piloter le développement durable.
- 2** Accroître l'engagement politique de haut niveau des gouvernements et agences multilatérales.
- 3** Faire des MNT une priorité d'investissement en santé et en développement, en renforçant le soutien en faveur d'interventions rentables et de modèles de financement durables en appui des réponses nationales aux MNT.
- 4** Renforcer et mobiliser le mouvement de la société civile des MNT et la voix des jeunes et des personnes vivant avec une MNT.

Nos priorités

Compte tenu des facteurs contextuels ci-dessus et à la lumière d'une consultation approfondie de notre réseau, nous préconiserons un Document final qui s'engage sur les 6 priorités suivantes :

1  LES PERSONNES AVANT TOUT	2  STIMULER LES INVESTISSEMENTS EN MNT	3  INTENSIFIER L'ACTION AUTOUR DE L'OBÉSITÉ INFANTILE
4  ADOPTER DES POLITIQUES FISCALES INTELLIGENTES QUI FAVORISENT LA SANTÉ	5  SAUVER DES VIES GRÂCE À UN ACCÈS ÉQUITABLE À LA PRISE EN CHARGE DES MNT ET À LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE	6  AMÉLIORER LA RESPONSABILISATION EN TERMES D'AVANCÉES, DE RÉSULTATS ET DE RESSOURCES

PRIORITÉ 1.

Les personnes avant tout

Motivation

Les personnes touchées, à risque et vivant avec une MNT, les jeunes et la société civile doivent être au cœur de la réponse aux MNT.

À ce jour, l'autonomisation et la participation des personnes vivant avec une MNT et des jeunes a été largement négligée. Actuellement, leur connaissances sont sous-évaluées dans le développement de programmes autour des MNT, la mise en œuvre et l'adoption de politiques, et les personnes vivant avec une MNT sont dans l'ensemble sous-représentées car les responsables d'organisations n'ont généralement pas voix au chapitre dans les processus décisionnels. Cette situation doit être corrigée afin que les personnes vivant avec une MNT puissent exercer leurs droits et leurs responsabilités, ce qui nécessite des environnements politiques, juridiques et sociaux favorables donnant à chacun l'occasion de s'exprimer, notamment les plus vulnérables et privés de leurs droits.

Par le biais de liens étroits avec les communautés, les organisations de la société civile (OSC) donnent aux personnes touchées par les MNT une voix essentielle dans les processus décisionnels. Les OSC expriment les revendications de l'opinion publique, interpellent les gouvernements et exercent sur ces derniers une pression concertée pour veiller à ce que les communautés touchées reçoivent et bénéficient des ressources et des services, tout en demandant des comptes aux gouvernements et à d'autres secteurs. Investir dans la société civile devrait être inscrit à l'agenda des biens publics mondiaux.



Exemples de demandes de plaidoyer

Reconnaître la contribution majeure de la société civile à la réponse aux MNT grâce à son rôle dans le plaidoyer, l'assistance à l'accès aux services, la sensibilisation et la responsabilisation.

Travailler avec la société civile et les personnes vivant avec une MNT afin d'établir des principes généraux concernant la participation significative de personnes vivant avec une MNT dans tous les aspects de la réponse aux MNT.

Reconnaître le rôle et la contribution des personnes vivant avec une MNT, des jeunes et des acteurs de la société civile dans la lutte contre les MNT sous toutes ses formes et reconnaître leur pleine implication et participation à la conception, la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes et services.

Impliquer les personnes vivant avec une MNT, les jeunes et les acteurs de la société civile dans les processus et mécanismes décisionnels et d'élaboration des politiques.

Nouer des partenariats avec des dirigeants locaux et la société civile (notamment des organisations communautaires) afin de développer et d'intensifier des services communautaires autour des MNT et de lutter contre la stigmatisation et la discrimination.

Accroître l'investissement dans la société civile pour soutenir la réponse aux MNT.

PRIORITÉ 2.

Stimuler les investissements en MNT

Motivation

Accélérer les investissements dans les MNT est une priorité essentielle pour atteindre les cibles 2025 en matière de MNT et les Objectifs de développement durable.

Toutefois, les ressources durables et adéquates pour les MNT manquent cruellement et constituent toujours un goulet d'étranglement dans la réponse. Les MNT ne reçoivent que 1,3% de l'aide au développement pour la santé, ce qui fait des MNT la seule grande priorité sanitaire mondiale sans financement international. Comblé le déficit de ressources nécessitera des sources de financement multiples, selon le contexte de chaque pays.

Le résultat attendu sera un flux de financement «mixte», prévoyant la création et l'optimisation d'un espace budgétaire pour les investissements nationaux dans les MNT, la recherche de mécanismes de financement innovants (la taxation des produits nocifs pour la santé), le financement multilatéral/bilatéral, l'engagement du secteur privé et les mécanismes à effet catalyseur, conformément aux recommandations de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement organisée en 2015. Alors que la mobilisation de ressources nationales est critique, il sera impossible pour les pays à faible revenu allouant moins de 5% du produit intérieur brut à la santé de progresser sur les MNT sans un financement à effet catalyseur de la part des bailleurs de fonds.



Exemples de demandes de plaidoyer

D'ici 2025, revoir à la hausse et satisfaire les besoins de financement de la réponse mondiale aux MNT en utilisant toutes les sources : nationales, bilatérales, multilatérales et novatrices.

Honorer tous les engagements d'aide publique au développement (APD), y compris 0,7% du revenu national brut pour les pays développés et s'engager à accroître l'APD pour la santé et les MNT.

Augmenter les affectations budgétaires nationales pour les MNT et exploiter d'autres sources de financement existantes, tout en assurant une répartition adéquate entre tous les ministères concernés.

Mettre en œuvre les recommandations du programme d'action Addis-Abeba sur les politiques fiscales pour la prévention des MNT.

Canaliser les investissements dans les MNT et le renforcement des systèmes de santé à travers les mécanismes de financement existants, dont le Fonds mondial et le Mécanisme de financement mondial, en capitalisant sur la prestation rentable de services intégrés.

Lancer un appel aux fonds privés afin qu'ils désinvestissent des entreprises fabriquant des produits nocifs pour la santé et des secteurs d'activité provoquant un risque accru de MNT.

PRIORITÉ 3. Intensifier l'action autour de l'obésité infantile

Motivation

L'obésité infantile est une question sur laquelle il est absolument impératif d'agir au plan sanitaire et économique et qui suscite de plus en plus l'attention du public et des politiques dans le monde.

Il existe des cibles politiques mondiales afin de garantir une augmentation zéro du surpoids chez les enfants de moins de 5 ans et une augmentation zéro de l'obésité et du diabète, sans oublier le Plan de mise en œuvre de l'OMS pour mettre fin à l'obésité de l'enfant, destiné à orienter la réponse, en l'articulant autour d'une série d'interventions axées sur la population. Avec les progrès insuffisants réalisés à ce jour, et en raison des systèmes et environnements alimentaires nocifs pour la santé, l'obésité infantile est un enjeu majeur qui va bien au-delà du secteur alimentaire et qui nécessite l'attention des politiques au plus haut niveau.



Exemples de demandes de plaidoyer

Mettre en œuvre des stratégies nationales globales de lutte contre l'obésité infantile inspirées des recommandations du cadre d'action de la CIN2 et de la Commission de l'OMS sur les moyens de mettre fin à l'obésité de l'enfant.

Dans le cadre de stratégies nationales, mettre en œuvre des mesures réglementaires et fiscales axées sur la population, telles que la promotion et la protection de l'allaitement maternel, l'étiquetage sur le devant de l'emballage, les restrictions à la commercialisation des produits alimentaires et des boissons pour les enfants, des politiques budgétaires favorisant la santé comme la taxation des boissons sucrées et les subventions aux fruits et légumes, ainsi que des environnements scolaires sains qui garantissent l'activité physique et l'accès à une eau potable sûre et à une alimentation saine.

Respecter les objectifs de santé publique et les droits des enfants en protégeant activement les processus décisionnels politiques de toute ingérence ou opposition de l'industrie à la mise en œuvre des politiques.

Appeler l'OMS à fournir une coopération technique aux États membres en vue de fixer des objectifs nationaux et de mettre en œuvre des mesures réglementaires et fiscales destinées à traiter l'obésité infantile.

Appeler l'OMS, la FAO et d'autres agences de l'ONU, les organisations internationales et les bailleurs de fonds à profiter de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition pour promouvoir des systèmes de production et d'approvisionnement favorables à la santé et qui permettent de réduire les MNT liées à l'alimentation tout en contribuant à assurer une alimentation saine pour tous.

PRIORITÉ 4.

Adopter des politiques fiscales intelligentes qui favorisent la santé

Motivation

Des augmentations réelles des droits d'accise et des prix des produits du tabac, des boissons alcoolisées et des boissons sucrées constituent des politiques fiscales rentables recommandées dans le cadre des «meilleurs choix» de l'OMS.

L'augmentation des taxes sur les produits du tabac est également un engagement contraignant de la CCLAT de l'OMS (article 6) et figure en tant que recommandation dans le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement durable. Ces mesures favorisent la santé et les recettes des gouvernements. Elles soutiennent aussi bien la prévention des MNT que la mobilisation des ressources nationales, ce qui est avantageux à la fois pour la santé publique et pour le financement de la santé.

La taxation des produits nocifs pour la santé est étayée par des preuves solides quant aux avantages qu'elle présente pour la santé publique et l'économie, et trouve actuellement un écho politique, de nombreux gouvernements l'ayant adoptée ou ayant annoncé la mise en œuvre ou l'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées.



Exemples de demandes de plaidoyer

Mettre en œuvre des politiques fiscales recommandées au plan mondial, et notamment des mesures sur les prix et les taxes sur le tabac et d'autres produits nocifs pour la santé, comme un moyen efficace et important pour réduire la consommation et les coûts des soins de santé, plus spécifiquement :

- Augmenter les droits d'accise sur les produits du tabac afin de multiplier au moins par deux le prix de vente, et s'engager à mettre en place des hausses continues par la suite, en vue de suivre le rythme des hausses de prix et de revenus.
- Augmenter les droits d'accise sur les boissons alcoolisées afin de multiplier au moins par deux le prix de vente ou adopter un prix minimal à l'unité, et s'engager à mettre en place des hausses continues par la suite, en vue de suivre le rythme des hausses de prix et de revenus.
- Mettre en place des taxes sur les boissons sucrées afin d'augmenter le prix de vente de 20% ou plus, et s'engager à mettre en place des hausses continues par la suite, en vue de suivre le rythme des hausses de prix et de revenus.

Envisager de consacrer les recettes provenant de la taxation des produits nocifs pour la santé à des programmes de sensibilisation, de promotion de la santé et de prévention des maladies, ainsi qu'à la couverture sanitaire universelle.

PRIORITÉ 5.

Sauver des vies grâce à un accès équitable à la prise en charge des MNT et à la couverture sanitaire universelle

Motivation

L'accès au traitement et à la prise en charge est un droit humain fondamental pour que chacun puisse atteindre le plus haut niveau possible de santé physique et mentale et de bien-être.

La disponibilité et l'accès au traitement nécessaire à la survie, à la prise en charge et à l'assistance des personnes vivant avec une MNT sont encore hors de portée de millions de personnes dans le monde, notamment dans les pays à revenu faible et intermédiaire et pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète. Et ce, malgré des cibles mondiales pour 2025 visant à assurer « la disponibilité à 80% des médicaments et technologies essentiels pour les MNT dans les établissements publics et privés » et une cible spécifique sur la thérapie multi-médicamenteuse pour les maladies cardiovasculaires et le diabète.

Un problème particulier réside dans l'accès insuffisant à des antalgiques opiacés pour la prise en charge de la douleur et les soins palliatifs. Les difficultés d'accès sont liées à la faiblesse des systèmes de santé dans de nombreux PRITI et notamment au manque de préparation adéquate et de formation du personnel de santé, au manque de ressources financières, aux piètres politiques d'achats et aux faibles chaînes d'approvisionnement, aux systèmes d'information inefficaces, au manque de connaissances des patients et au faible niveau de connaissances en santé.

La réduction de la charge des MNT sera cruciale pour atteindre la couverture sanitaire universelle et les ODD, notamment les objectifs visant à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et à réduire les inégalités dans les pays et entre les pays. Intégrer la prévention et la prise en charge des MNT dans les régimes de couverture sanitaire universelle et mettre fortement l'accent sur l'équité est fondamental pour la consolidation des systèmes sanitaires en vue de traiter les MNT tout au long de la vie et de faire barrage aux difficultés financières.



Exemples de demandes de plaidoyer

Renforcer les systèmes de santé nationaux, en mettant l'accent sur les soins primaires, afin d'assurer la prévention, le traitement et la prise en charge des MNT, en reconnaissant l'importance de promouvoir l'autonomisation des patients, la réadaptation et les soins palliatifs pour les personnes de tous âges atteintes d'une MNT ou susceptibles d'en développer une.

Reconnaître l'importance fondamentale de la couverture sanitaire universelle et notamment la protection contre les risques financiers, pour la prévention et la maîtrise des MNT dans le continuum de soins et pour de nombreuses maladies différentes, tout particulièrement pour les populations les plus pauvres et vulnérables.

Assurer la cohérence et l'intégration entre les programmes et les politiques de santé nationales sur les MNT et sur les maladies mentales et neurologiques.

Travailler avec des partenaires afin de canaliser des ressources et de renforcer les liens de plaidoyer, politiques et programmatiques entre MNT, blessures et maladies transmissibles dans les services de santé sexuelle, reproductive, maternelle et infantile, en s'appuyant sur les services existants comme point d'entrée pour les interventions en matière de MNT.

Assurer un accès accru à des médicaments, vaccins et technologies abordables, sûrs, efficaces et à la qualité éprouvée en matière de MNT.

PRIORITÉ 6.

Améliorer la responsabilisation en termes d'avancées, de résultats et de ressources

Motivation

La responsabilisation est un moteur clé de changement politique et programmatique.

Définie comme un processus cyclique de surveillance, examen et action, la responsabilisation permet de suivre les engagements, les ressources et les résultats et fournit des informations sur ce qui fonctionne et pourquoi, ce qui doit être amélioré, et ce qui nécessite une attention accrue. La responsabilisation garantit que les décideurs possèdent les informations nécessaires pour répondre aux besoins de santé et garantir l'exercice des droits des personnes à risque ou vivant avec une MNT.

Il existe dans le monde entier une multitude d'engagements et d'objectifs en matière de MNT, tel qu'énoncé dans le Plan d'action mondial et le Cadre mondial de suivi de l'OMS pour les MNT, le Document final de l'examen de l'ONU de 2014 et les ODD. Les mécanismes de responsabilisation existant à l'OMS ou aux Nations Unies peuvent être complétés par des mécanismes de responsabilisation indépendants et il est nécessaire, au plan national, de renforcer les mécanismes de responsabilisation et les objectifs nationaux, et d'améliorer la collecte de données et les systèmes de surveillance.



Exemples de demandes de plaidoyer

Instaurer des mécanismes de responsabilisation mondiaux indépendants pour les MNT, impliquant les agences multilatérales, les gouvernements, la société civile et le milieu universitaire, en vue de soutenir le suivi, l'examen et l'analyse des progrès accomplis dans la lutte contre les MNT à l'échelle planétaire.

Instaurer et/ou renforcer des mécanismes régionaux et nationaux efficaces de responsabilisation, qui soient transparents et inclusifs et impliquent activement les personnes vivant avec une MNT et d'autres membres de la société civile, en vue de soutenir la mise en œuvre, le suivi et l'examen des progrès accomplis dans la lutte contre les MNT.

Instaurer et/ou renforcer des systèmes nationaux généraux de surveillance des MNT, et notamment, l'enregistrement des décès par cause, la désagrégation des données par genre, âge et statut socio-économique, l'enregistrement des cancers, la collecte périodique de données sur les facteurs de risque et le suivi de la réponse nationale.

D'ici 2020, que tous les pays aient des objectifs et des indicateurs nationaux en matière de MNT et assurent un suivi régulier des progrès.

S'engager à tenir la prochaine Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les MNT en 2022.



enoughncds.com



[#assezMNT](#) [#MNT](#) [#HLM3](#) [#UNHLM](#) [#beatNCDs](#)



**FAIRE DE LA PRÉVENTION ET LA MAÎTRISE DES MNT
UNE PRIORITÉ PARTOUT**

ncdalliance.org